

le mois

«-Business as usual-» au Liban

Pierre Coopman

De l'assassinat du Premier ministre démissionnaire Rafiq Hariri à celui du journaliste Samir Qasir, le Liban a connu ces derniers mois des turbulences criminelles qu'aucun calcul politique un tant soi peu sensé ne parait pouvoir expliquer. Par facilité, certains analystes resserviront l'éternel «-à qui profite le crime-?-». Une façon commode de tout imputer aux visées géostratégiques des États-Unis au Proche-Orient-; une manière de contourner l'évidence-: la Syrie, forcée de retirer ses troupes du Liban, semble bel et bien gouvernée par une fraction de bandits décidés à en découdre et sans aucun scrupule. Le retour à Beyrouth du général Aoun, chef de file des antisyriniens, exilé pendant quinze ans en France, et ses alliances électorales avec ceux qui hier encore paraissaient être ses meilleurs ennemis (des personnalités politiques prosyriennes telles que Michel Murr, ancien ministre de l'Intérieur) compliquent encore un peu plus toute appréhension logique des réalités politiques libanaises.

Pour comprendre l'écheveau libanais, il faut sans doute suggérer au lecteur de se replonger dans un livre indispensable, *La déchirure libanaise*, publié en 1989 par Nadine Picaudou. Il y trouvera

un rappel du «-Pacte national-», qui en 1943 scella le partage du pouvoir entre les communautés chrétiennes maronites et musulmanes sunnites. Cette alliance imparfaite pour tous ceux qui s'en estimèrent exclus (les druzes, les musulmans chiites, les chrétiens grecs-catholiques, grecs-orthodoxes, et les groupes s'affirmant laïques de droite ou de gauche) sera le point de départ des luttes politiques libanaises de l'après



Drapeaux du Hezbollah lors d'un meeting au Sud-Liban

contours de celle-ci déterminent largement le devenir du paysage politique libanais.

LE HEZBOLLAH CHIITE AU CENTRE DES ENJEUX?

Catalogué, souvent à raison, comme prosyrien (donc loyaliste dans le Liban d'il y a quelques mois), le Hezbollah, formation chiite dominante, a parfois des côtés plus insaisissables, dont un certain «-occidentalisme-» à la libanaise qui lui permettra sans doute de survivre dans l'environnement politique du pays du cèdre. Observons la photo qui illustre cet article-: d'une main, des enfants agitent un drapeau composé de la calligraphie du mot Hezbollah en forme de mitraillette. Le slogan sous la «-kalach-» proclame-: «-La résistance islamique au Liban-». De l'autre main, les gosses tiennent leur cannette de Coca Cola. Pas de Makka Cola sous ces latitudes... Et encore moins de ces infects sodas de fabrication syrienne-! La photo cristallise l'identité hybride du Hezbollah. Elle fut prise lors d'un meeting au village de Khiam, au Sud-Liban, à la fin de l'été 2000. Ces enfants se désaltèrent en attendant Hassan Nasrallah, secrétaire général du

Seconde Guerre mondiale. Celles-ci refléteront la crainte des protagonistes d'être minorisés et seront singulièrement compliquées par des questions de leadership, de népotisme, de corruption, d'allégeance au chef, de luttes de pouvoir claniques, souvent au sein d'une même communauté ou confession. On l'aura compris-: tous les retournements de veste et revirements les plus invraisemblables seront permis, du moment qu'ils répondent au souci de garder «-son rôle de chef-», ne fût-ce qu'au sein de sa propre com-

munauté ou de ne pas se laisser marginaliser. Après les années de guerre civile (1975-1990), les accords de Taëf redéfiniront le partage politique, mais cette fois-ci sous haute tutelle syrienne¹. Damas misera à fond sur les contradictions du système libanais pour maintenir son contrôle. Un de ses moyens d'action sera la communauté chiite, car les

¹ «-Le Liban dix ans après la guerre-», numéro spécial (169) de la revue Monde arabe Maghreb-Machrek, sous la direction d'Élisabeth Picard, Paris, septembre 2 000. On y lira entre autres l'article de Samir Qassir, «-Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée-», page 6 à 22.

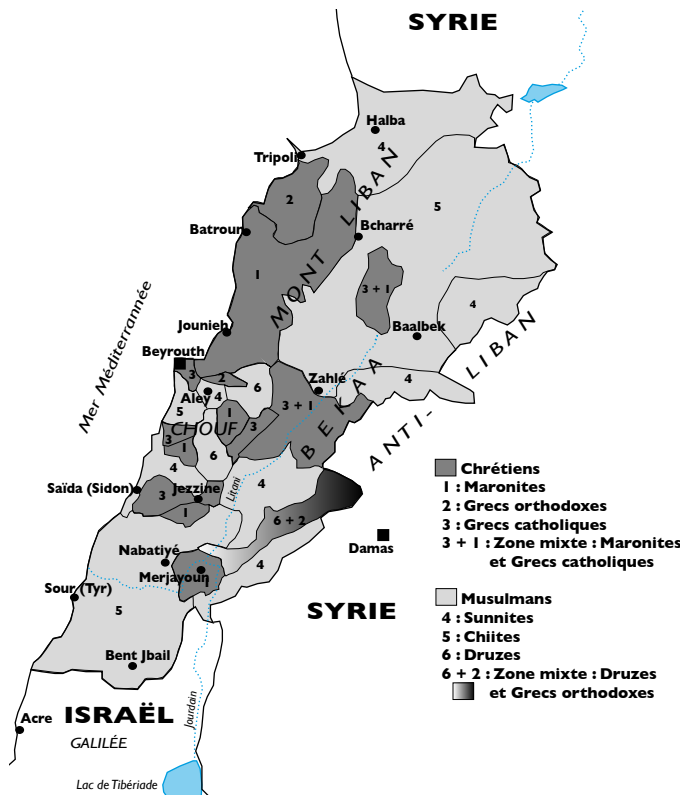
«-parti de Dieu-», qui venait d'accomplir son premier pèlerinage à la prison qui surplombe Khiam, abandonnée quelques semaines auparavant par l'Armée du Liban sud (la milice pro-israélienne), et transformée en attraction touristique. C'était en pleine euphorie de la «-grande victoire-». Le nouveau maître des lieux était venu inaugurer son *Hezbollahland*, qui allait désormais couvrir cette zone fraîchement évacuée par Israël. Nasrallah, à son apogée, n'allait pourtant pas tarder à dévoiler ses arrières-pensées: «-Aujourd'hui je suis confiant, car le désespoir est grand en Israël... la lutte sera

encore longue. Mais, assurément, notre victoire aujourd'hui, symbolise le début de l'effondrement d'Israël-»... Cinq ans plus tard, l'homme devrait avoir de sérieuses raisons de déchanter. Israël a repris du poil de la bête sur la scène régionale et la position du «-Parti de Dieu-» fut délicate à la suite de l'assassinat de Rafiq Hariri.

Mais à l'heure de terminer la rédaction de cet article (mi-juin 2005) les scrutins au Sud-Liban et dans la plaine de Beqaa (remportés haut la main par le Hezbollah) ont déjà démontré que la formation chiite a habilement pu tirer

avantage des logiques politiques locales: celles-ci sont caractérisées par les craintes de toutes les parties d'être minorisées et donc par leur propension à tisser des alliances au gré des circonstances. En l'occurrence le front commun du Hezbollah avec son frère ennemi Amal, l'autre grand parti chiite, garantit l'élection d'office de plusieurs candidats chiites. Quoi qu'il advienne, le Hezbollah a les moyens d'amorcer une «-courbe rentrante-», de mettre fin à ses activités militaires (principalement à hauteur des fermes de Chebaa, toujours revendiquées par le Liban) et de se limiter à la scène politique libanaise, via ses députés, ses fondations, ses associations et autres œuvres caritatives.

D'un point de vue identitaire, la libanité du Hezbollah ne pose aucun problème. Un sympathisant du parti peut s'avérer tout aussi nationaliste et chauvin qu'un maronite prétendant «-phénicien-»... Le Hezbollah a longuement fréquenté les bancs de l'opposition parlementaire. Présenté, à juste titre, dans les médias occidentaux, comme «-le parti-» loyaliste à la Syrie, il n'a pourtant participé à aucun des gouvernements, tous invariablement pro-syriens, des dernières années. Jusqu'aux récents événements, deux formes d'oppositions coexistaient théoriquement au Liban: «-l'antisyrienne réelle ou



proclamée-» et la «-prosyrienne, mais islamiste de gauche opposée à la politique économique libérale du gouvernement-» (impulsée par Rafiq Hariri). Depuis l'instauration de la *pax syriana*, en 1991, la Syrie appuyait, de fait, toute une série de factions, parfois adverses, du pays du cèdre. Une des dictatures les plus féroces de la planète tirait ainsi les ficelles démocratiques d'un pays limitrophe! Ayant joué sur la tonalité «-islamo-gauchiste-» durant toutes ces années, le «-Parti de Dieu-» devrait être capable de survivre sans tuteur syrien, qu'il le fasse en participant au pouvoir ou en exploitant le filon d'une contestation populiste de politiques jugées antisociales...

DIVISER LES CHIITES-? PAS SI SIMPLE

L'avenir du Hezbollah et de Amal (dirigé par le chef communautaire Nabih Berry, président du Parlement de la législature sortante) est au centre des préoccupations. Leur affaiblissement n'est sans doute pas souhaité par la plupart des protagonistes, tant l'histoire récente du Liban a montré qu'une marginalisation de la communauté chiite est dangereuse pour le pays. L'on classe parfois un Libanais sur trois dans les rangs communautaires chiites. Malgré la légèreté de cette estimation sans un recensement natio-

nal depuis 1932, l'on peut affirmer qu'il faudrait voir naître une division irrémédiable entre les principaux représentants des chiites (les partis Amal et Hezbollah comptabilisent 60-% des votes de la communauté) pour réellement diagnostiquer un changement de la donne sur l'échiquier politique libanais. Il faudrait pour cela que la rivalité Amal-Hezbollah resurgisse. Mais Nabih Berry est totalement favorable à l'unification des rangs chiites. Il fut à l'origine des alliances nouées avec le Hezbollah lors des différentes élections qu'a connu le Liban ces dernières années.

L'on a pu croire dans les jours qui suivirent l'assassinat du sunnite Rafiq Hariri — et face aux manifestations gigantesques que le meurtre provoqua — que le passage de ses électeurs du côté de l'opposition à la mainmise de Damas sur le Liban représenterait un véritable danger pour les symboles de l'ère syrienne tels que le Hezbollah. C'est avoir une mauvaise lecture de la scène politique libanaise que de la polariser entre opposants et partisans de la Syrie. Presque tous les acteurs ont eu, à un moment ou à un autre, des connexions avec Damas, ne fût-ce que parce que celle-ci a parfaitement pu manipuler les angoisses et les aspirations des chefs de clans. Il n'est dès lors pas étonnant de voir le fils de Rafiq Hariri accepter des

candidats Amal et Hezbollah sur ses listes électorales. La logique voudrait que la vague de sympathie suscitée par la disparition de son père suffise à sa victoire. Ce serait ne pas tenir compte de la volonté de préservation d'un Pacte national, qui inclut désormais les chiites du Hezbollah, du désir de Saad Hariri de se donner une stature de chef en s'alliant à de larges communautés, y compris chiites, et, *last but not least*, de la crainte face au rouleau compresseur du général chrétien Michel Aoun, revenu de France avec des rêves de grandeur gaullienne. La même analyse vaut pour le druze Walid Joumblatt, ancien «-loyaliste-», devenu figure de proue de l'opposition à l'influence syrienne au Liban, qui n'a pas surpris en prenant la défense du Hezbollah face aux eurocrates, lors d'une visite à Bruxelles. Fin limier de la politique libanaise, le dirigeant druze, qui se situait dans l'axe de la *pax syriana* il y a dix ans à peine (il était ministre des Déplacés), a sans doute senti le vent tourner sur le plan international (l'isolement de la Syrie). Il reste néanmoins conscient du danger que représente une attaque frontale du Hezbollah. Mais surtout, il a qualifié le retour de Michel Aoun de «-tsunami politique-» et il a consolidé son alliance avec la liste Hariri comme pour tempérer les ardeurs du général.

Au niveau strictement druze, ce positionnement électoral lui permet de contrer son rival Talal Arslane. Ce dernier, catalogué comme druze pro-syrien, s'étant empressé de rejoindre la liste de l'antisyrien Michel Aoun. Allez comprendre! Mais oui, tout cela est parfaitement cohérent si l'on se réfère à notre paradigme-: la peur d'être marginalisé ainsi que le désir de préserver son rôle de chef communautaire.

DÉCOUPAGES ÉLECTORAUX AU GRÉ DES INTÉRÊTS

Après la troisième phase des législatives, à la mi-juin 2005, qui se déroulait entre autres dans la circonscription chrétienne du nord de Beyrouth, le quotidien franco-libanais *L'Orient Le Jour* écrivait que «-le tsunami redouté par Walid Joumblatt avec le retour de Michel Aoun a finalement bien eu lieu [...] Pour la première fois depuis la fin de la guerre [civile] un important bloc parlementaire à nette coloration chrétienne est né face aux mastodontes hari-rien, joumblattiste, berryste et du Hezbollah²-». Le succès électoral de Michel Aoun est un coup de force au regard d'une loi qui le désavantage. La bataille démocratique libanaise gravite en effet

autour de découpages électoraux qui méritent que l'on s'y attarde.

Au départ, la querelle de Joumblatt avec le pouvoir pro-syrien repose sur la question des circonscriptions électorales. L'accord de Taëf, qui mit fin à quinze ans de guerre civile (1975-1990), introduit une loi électorale fondée sur le «-Mohafaza-», ou la grande circonscription, remplaçant l'ancien système du «-Caza-», soit la petite circonscription favorisant le vote confessionnel dans des zones communautairement homogènes. En théorie, le «-Mohafaza-» aurait été conçu pour permettre un partage du pouvoir plus équitable au Liban, dans la mesure où il contourne la logique confessionnelle des «-Cazas-» et prône un brassage entre chrétiens, druzes et musulmans dans de grandes circonscriptions électorales. Cette idée, au demeurant généreuse, a rapidement été instrumentalisée par le pouvoir pro-syrien lors des trois dernières élections législatives (1992, 1996 et 2000). En pratique, le Hezbollah peut ouvrir des listes dans des régions à majorité chrétienne. Il suffisait, par exemple, de favoriser les candidats chrétiens sur la liste du Hezbollah, pour barrer la route du Parlement aux candidats chrétiens

hostiles à la présence syrienne. Dans le Chouf (régions montagneuses au sud-est de Beyrouth), l'alliance électorale entre les partis chiïtes Amal et Hezbollah avait permis de mettre en minorité la liste druze de Walid Joumblatt, en vertu de la même manipulation de la règle du «-Mohafaza-». Il n'était pas rare de voir siéger des députés chrétiens et druzes dans les blocs parlementaires du Hezbollah et de Amal. De la sorte, la Syrie et ses alliés avaient pu s'assurer le contrôle de plus des deux tiers du Parlement.

Arguant que le système de «-Mohafaza-» prévu dans Taëf était mal appliqué, le druze Joumblatt entamait des rapprochements avec l'opposition chrétienne à la fin des années nonante et refusait un nouveau maroquin ministériel. C'était la première défection de la *pax syriana*. Rafiq Hariri — démissionnaire du poste de Premier ministre pour désaccord sur la reconduction du président de la République Émile Lahoud — était en passe de suivre la même voie que Joumblatt peu avant son assassinat. Si l'on s'en tient à la loi électorale, les motivations de Hariri ne rejoignaient pas celles de Joumblatt, puisque le système de «-Mohafaza-» l'avantageait considérablement pour l'emporter haut la main dans la circonscription de Beyrouth à chaque élection. Tentant un

² *L'Orient Le Jour* du 13 juin 2005.

véritable coup tordu à libanaise, Omar Karamé, nouveau Premier ministre prosyrien à l'époque, s'apprêtait à revoir la loi électorale pour réintroduire l'ancien système des «-Cazas-». C'était une volonté d'affaiblir Rafiq Hariri en vue des élections et de remettre à l'ordre du jour un système purement confessionnel dont la personne visée, quoique sunnite, se prévalait peu. Sa popularité, bâtie à coup de monnaies sonnantes et trébuchantes, puisait dans toutes les confessions confondues. Au lendemain de son assassinat, on se retrouva donc face à un mouvement antisyrrien appuyé entre autres par un Walid Joumblatt, favorable au «-Caza-», et par le fils Hariri, relativement favorable au «-Mohafaza-»... La politique politicienne allait reprendre ses droits à la faveur du retour d'exil de Michel Aoun. Craignant la déferlante du «-tsunami aouniste-» et désirant sceller son alliance avec le mouvement haririen, Joumblatt ne trouvera soudainement plus rien à redire à la «-Mohafaza-». Cet énième retournement de veste de l'histoire politique libanaise ne peut avoir

1923-: Démembrement de l'Empire ottoman

Les provinces arabes et kurdes de Mésopotamie forment le royaume d'Irak sous mandat britannique. La Syrie du sud ou Palestine est organisée par la Grande Bretagne sous la forme de deux mandats-:

- * la Palestine proprement dite à l'ouest du Jourdain
- * la Transjordanie à l'est

La Syrie du nord revient à la France. Elle est divisée entre

- * une «-fédération syrienne-»
- * un «-État du Grand Liban-»

1943-: Indépendance

Le Liban s'est constitué sur la base d'un pacte national entre les communautés chrétienne maronite et musulmane sunnite.

Le clivage confessionnel va dominer toute la vie politique-: dix-huit communautés confessionnelles sont reconnues par la Constitution. Elles se répartissent en :

- * cinq communautés musulmanes (chiïte, sunnite, druze, alaouite et ismaélienne) représentant quelque 63-% de la population;
- * douze communautés chrétiennes (maronite, grecque catholique, grecque orthodoxe, arménienne, etc.) représentant 37-% de la population;
- * une communauté juive très réduite.

De la fin des années cinquante au milieu des années septante, ce fragile équilibre va être mis à mal par l'installation de plusieurs centaines de milliers de réfugiés palestiniens expulsés par l'État d'Israël.

1975-1990-: Guerre civile

- * nombre de victimes-: 150 000 Libanais et Palestiniens
- * prise du pouvoir par les milices

1976-: Appelée par les chrétiens, l'armée syrienne entre au Liban.

1982-: Israël envahit le Liban-: le conflit palestinien entre l'O.L.P. et Israël se joue à Beyrouth et au Sud-Liban.

Massacres de Shabra et Chatila-: les milices chrétiennes envahissent les camps de réfugiés.

1989-: Les accords de pacification de Taëf accordent *de facto* à la Syrie la tutelle sur le Liban.

qu'une seule logique-: dans ce cas-ci, le druze Joumblatt redoutait que sa communauté perde sa part du gâteau, et surtout, que lui-même perde le leadership de sa communauté au profit de son rival Talal Arslane, allié d'Aoun. À la perspective d'un tel cauchemar, tous les illogismes et reniements sont permis. Aucune des communautés ni aucun des hommes qui comptent au Liban ne pourrait s'autoriser à perdre la face-! À bien y réfléchir, le Liban ne fonctionne pas trop mal comme ça-: dirigisme (celui, par exemple, d'un chef comme Aoun), clientélisme, népotisme (Hariri père et

filis) et communautarisme forment un cocktail qui, malgré quelques explosions et assassinats de temps à autre, réussit pour l'instant à endiguer la violence des années de guerre de civile. Reste à savoir si le nouveau Parlement issu des élections votera le «-Caza-» ou le «-Mohafaza-» pour laisser aux Libanais une fausse alternative entre le confessionnalisme et le confessionnalisme. ■

Bibliographie

Nadine Picaudou, *La déchirure libanaise*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1989.

Walid Charara, Frédéric Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Fayard, 2004.

Fouad Ajami, *The Vanished Imam, Musa Al Sadr and the Shia in Lebanon*, IB Tauris and co LTD, Londres, 1986.

Denise Ammoun, *Histoire du Liban contemporain*, Tome-2 (1943-1990), Fayard, 2005.

Carole Dagher, *Le défi du Liban de l'après-guerre*, L'Harmattan, 2002.

Samir Qassir, *La guerre du Liban-: de*

la dissension nationale au conflit régional, Karthala – Cermoc – Beyrouth, 1994.

«-L'Amnésie, prix de la réconciliation libanaise-», *Libertés*, revue d'Amnesty international – Belgique, n° 415, p.-7, interview de Samir Qassir, propos recueillis par Pascal Fenaux.

Les arabophones pourront relire les articles de Samir Qassir sur la Syrie, mis en ligne sur le site du journal An Nahar (www.annaharonline.com).